

Art. 3. De Gemeenschapsminister van Gezin en Welzijnszorg is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 4 februari 1987.

De Voorzitter van de Vlaamse Executieve,
G. GEENS

De Gemeenschapsminister van Gezin en Welzijnszorg,
R. STEYAERT

TRADUCTION

F. 87 — 595

**4 FEVRIER 1987. — Arrêté de l'Exécutif flamand
déterminant le lieu de l'établissement du siège de « Enfance et Famille »**

L'Exécutif flamand,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 5, §1er;

Vu le décret du 29 mai 1984 portant création de l'organisme Enfance et Famille, notamment l'article 25;

Sur la proposition du Ministre communautaire de la Famille et de l'Aide sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1er. Le siège d'Enfance et Famille est établi à Saint-Gilles.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er février 1987.

Art. 3. Le Ministre communautaire de la Famille et de l'Aide sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 février 1987.

Le Président de l'Exécutif flamand,
G. GEENS

Le Ministre communautaire de la Famille et de l'Aide social,
R. STEYAERT

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 87 — 596

**19 MARS 1987. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
concernant la mise en décharge de certains déchets en Région wallonne**

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques, notamment l'article 6;

Vu le décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets, notamment l'article 19, § 6, et les articles 27 et 44;

Vu le Règlement général pour la protection du travail approuvé par l'arrêté du Régent du 11 février 1946;

Vu l'avis de la Commission des déchets rendu le 12 mars 1987;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1er. Il est interdit d'entreposer, de déposer ou de déverser, de faire entreposer, de faire déposer ou de faire déverser des déchets provenant d'un Etat étranger dans les dépôts visés par le Règlement général pour la protection du travail, titre Ier, chapitre II, liste A, n° 140ter, 1, et liste B, n° 7, ainsi que par l'arrêté royal du 9 février 1976 portant règlement général sur les déchets toxiques, article 4, à l'exception des dépôts annexés à une installation de destruction, de neutralisation et d'élimination des déchets toxiques.

Il est interdit aux exploitants des établissements indiqués à l'alinéa 1er d'autoriser ou de tolérer que des déchets provenant d'un Etat étranger soient entreposés, déposés ou déversés dans les établissements qu'ils exploitent.

Art. 2. Des dérogations à l'article 1er peuvent être accordées par l'Exécutif de la Région wallonne.

La dérogation ne peut être accordée que pour une durée déterminée, et au maximum deux ans, et pour des établissements dans lesquels est autorisé le dépôt des déchets du type de ceux pour lesquels la demande de dérogation est introduite. La dérogation doit être justifiée par des circonstances graves et exceptionnelles.

La demande de dérogation mentionne la nature, la quantité, l'origine des déchets, leur composition s'il s'agit de déchets industriels, la durée et la fréquence des opérations, ainsi que les établissements où il est proposé de les effectuer.

Cette demande de dérogation doit être introduite par le producteur ou le détenteur des déchets, sur un formulaire établi par les services compétents de la Région wallonne.

Il produira l'attestation que l'autorité compétente de son pays a été informée de sa demande. Sous peine de nullité de sa demande, le demandeur y exposera les circonstances graves et exceptionnelles.

La décision de l'Exécutif régional wallon est notifiée au demandeur, à charge pour celui-ci d'en avertir l'autorité publique dont il dépend, ainsi qu'aux exploitants, dans les six mois à dater de la demande de dérogation.

L'article 1er reste applicable jusqu'à la notification de la décision de dérogation. L'absence de décision dans le délai prévu à l'alinéa 5 équivaut à un refus.

Art. 3. Il est interdit d'entreposer, de déposer ou de déverser, de faire entreposer, de faire déposer ou de faire déverser des déchets provenant d'une région autre que la Région wallonne dans les établissements indiqués à l'article 1er, alinéa 1er.

Il est interdit aux exploitants desdits établissements d'autoriser ou de tolérer que des déchets provenant d'une région autre que la Région wallonne soient déposés, entreposés ou déversés dans les établissements qu'ils exploitent.

Des exceptions peuvent être établies par l'Exécutif en application d'accords conclus en vue d'organiser le dépôt et le déversement de déchets, entre l'Exécutif régional wallon et l'autorité compétente pour la Région flamande ou l'autorité compétente pour la Région bruxelloise. Ces protocoles sont publiés au *Moniteur belge*.

Art. 4. A la demande de la personne publique ou privée qui produit, collecte ou enlève des déchets, l'Exécutif régional wallon peut accorder une dérogation à l'article 3.

La dérogation ne peut être accordée que pour une durée déterminée, et au maximum deux ans, pour des établissements dans lesquels est autorisé le dépôt de déchets du type de ceux pour lesquels la demande de dérogation est introduite. La dérogation doit être justifiée par des circonstances graves et exceptionnelles.

La demande de dérogation mentionne la nature, la quantité, l'origine des déchets, leur composition s'il s'agit de déchets industriels, la durée et la fréquence des opérations, ainsi que les établissements où il est proposé de les effectuer.

Cette demande de dérogation doit être introduite par le producteur ou le détenteur des déchets, sur un formulaire établi par les services compétents de la Région wallonne. Sous peine de nullité de sa demande, le demandeur y exposera les circonstances graves et exceptionnelles.

La décision de l'Exécutif régional wallon est notifiée au demandeur, ainsi qu'aux exploitants, dans les trois mois à dater de la demande de dérogation.

L'article 3 reste applicable jusqu'à la notification de la décision de dérogation. L'absence de décision dans le délai prévu à l'alinéa 5 équivaut à un refus.

Art. 5. Proviennent d'un Etat étranger ou d'une autre région que la Région wallonne, les déchets qui ne sont pas produits dans la Région wallonne.

Si le déchet est issu d'un processus où sont intervenus deux ou plusieurs Etats ou régions, il est réputé provenir de l'Etat ou de la région où a eu lieu la dernière transformation substantielle, économiquement justifiée, effectuée dans une entreprise équipée à cet effet.

Art. 6. Tout exploitant d'un établissement doit pouvoir justifier, à tout moment, l'origine des déchets qui, pendant les trois dernières années précédant la demande de justification, ont été déposés, entreposés ou déversés dans l'établissement qu'il exploite.

Cette justification doit être faite à l'aide d'attestations écrites, signées et datées, émanant de celui qui a déposé, entreposé ou déversé les déchets.

Ces attestations doivent mentionner :

1. l'identité de celui qui a déposé, entreposé ou déversé, fait déposer, entreposer ou déverser les déchets;
2. le lieu de production et le nom du producteur, s'il s'agit de déchets industriels;
3. le lieu d'enlèvement s'il s'agit de déchets ménagers;
4. la quantité de déchets;
5. la nature des déchets;
6. la date du transport au lieu de l'établissement, l'identification précise du transporteur et du moyen de transport utilisé.

Les modèles d'attestation sont délivrés par les services compétents de l'Administration wallonne.

Les exploitants des établissements qui recueillent des déchets visés aux articles 1 et 3 sont tenus de faire parvenir copies de ces attestations à l'Administration à l'expiration de chaque mois.

L'original doit être conservé pendant cinq ans par l'exploitant.

Art. 7. § 1er. Les infractions aux dispositions du présent arrêté qui sont relatives à l'entreposage, au dépôt ou au déversement de déchets toxiques sont constatées, poursuivies et punies conformément à la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques.

§ 2. Les infractions aux dispositions du présent arrêté qui sont relatives à l'entreposage, au dépôt ou au déversement de déchets autres que des déchets toxiques sont constatées, poursuivies ou punies conformément au décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets.

Les dispositions du titre Ier du règlement général pour la protection du travail relatives à la suppression et au retrait des autorisations ainsi qu'à la fermeture des établissements sont applicables en cas d'infractions relatives au dépôt ou au déversement de déchets autres que des déchets toxiques.

Art. 8. Les fonctionnaires et agents de l'Administration régionale wallonne, munis d'une carte de légitimation de reconnaissance, dont le modèle est déterminé par le Ministre compétent en matière d'environnement, sont désignés pour exercer les missions prévues aux articles 27 et 44 du décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets.

Art. 9. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 17 mai 1983 concernant le dépôt de certains déchets en Région wallonne modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 décembre 1986, est abrogé.

Art. 10. Les dérogations accordées à la date de publication du présent arrêté, en vertu de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 17 mai 1983, prennent fin trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté. Les demandes introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et sur lesquelles il n'a pas été statué doivent être réintroduites.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 12. Le Ministre de la Région wallonne qui a l'environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 mars 1987.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé des Technologies nouvelles, des Relations extérieures,
des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET

Le Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture pour la Région wallonne,

D. DUCARME

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 87 — 596

19. MÄRZ 1987. — Erlass der wallonischen Regionalexekutive über die Ablagerung gewisser Abfälle in der wallonischen Region

Die wallonische Regionalexekutive,

Aufgrund des Gesetzes vom 22. Juli 1974 über die giftigen Abfälle, insbesondere des Artikels 8;

Aufgrund der Verordnung vom 5. Juli 1985 über die Abfälle, insbesondere die Artikel 19 § 6 und die Artikel 27 und 44;

Aufgrund der allgemeinen Vorschrift über Arbeitsschutz, die durch den Erlass des Regenten am 11. Februar 1946 genehmigt wurde;

Aufgrund des Gutachtens des Ausschusses über Abfälle, das am 12. März 1987 eingereicht wurde;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der wallonischen Region für die Umwelt und die Landwirtschaft,

Erlass :

Artikel 1. Es ist verboten, Abfälle aus einem fremden Staat auf den Deponien zwischenzulagern, abzulagern oder zu schütten, abstellen, ablagern oder schütten zu lassen, die in der allgemeinen Regelung für den Arbeitsschutz Titel I, Kapitel II, Liste A, Nr. 140ter, 1, und Liste B, Nr. 7, sowie im königlichen Erlass vom 9. Februar 1976 über die allgemeine Regelung der giftigen Abfälle, Artikel 4, gemeint sind, mit Ausnahme der Deponien sowie der Einrichtungen in denen giftige Abfälle vernichtet, neutralisiert und beseitigt werden.

Den Leitern der in Absatz 1 angegebenen Betriebe ist es untersagt, zuzulassen oder zu dulden, dass Abfälle aus einem fremden Staat in den von ihnen geleiteten Betrieben zwischengelagert, abgelagert oder geschüttet werden.

Art. 2. Abweichungen von Artikel 1 können von der wallonischen Regionalexekutive gewährt werden.

Die Abweichung darf nur für eine bestimmte Dauer gewährt werden, und höchstens zwei Jahre, und nur für Betriebe, in denen die Ablagerung von Abfällen derselben Art wie die der Abfälle, für die der Antrag auf Abweichung eingereicht wird, zugelassen ist. Die Abweichung muss durch schwerwiegende und ausserordentliche Umstände gerechtfertigt sein.

Dieser Antrag auf Abweichung muss vom Erzeuger oder Besitzer der Abfälle auf einem Formular, das von den zuständigen Dienststellen der wallonischen Region erstellt wurde, eingereicht werden.

Der Antrag auf Abweichung gibt die Art, die Menge und die Herkunft der Abfälle an, sowie dessen Zusammensetzung, wenn es sich um Industrieabfälle handelt, die Dauer und die Häufigkeit dieser Verrichtungen und die Betriebe, in denen sie erfolgen sollen.

Er wird die Bescheinigung vorlegen, dass die zuständige Behörde seines Landes von seinem Antrag informiert wurde.

Unter der Gefahr einer Nichtigkeit seines Antrages wird der Antragsteller die aussärgewöhnlichen und besonderen Umstände darlegen.

Die Entscheidung der wallonischen Regionalexekutive wird dem Antragsteller zugestellt, es ist seine Aufgabe die öffentliche Behörde von der abhängig ist, sowie die Betriebsleiter innerhalb von sechs Monaten vom Datum des Antrags aus, zu benachrichtigen.

Der Artikel 1 bleibt bis zur Bekanntgabe der Entscheidung über den Antrag bestehen. Ein Ausbleiben der Entscheidung innerhalb der im Absatz 5 vorgesehenen Frist kommt einer Ablehnung gleich.

Art. 3. Es ist verboten Abfälle, die aus einer anderen Region stammen als der wallonischen in den in Artikel 1, Absatz 1, angegebenen Betrieben zwischenzulagern, abzulagern oder zu schütten, zwischenlagern, ablagern oder schütten zu lassen.

Es ist den Leitern der besagten Betriebe untersagt, zuzulassen oder zu dulden, dass Abfälle aus einer anderen Region als der wallonischen in den von ihnen geleiteten Betrieben zwischengelagert, abgelagert oder geschüttet werden.

Ausnahmen können von der Exekutive durch ein Abkommen festgelegt werden mit der zuständigen Behörde der flämischen Region oder der zuständigen Behörde für die brüsseler Region, um die Ablagerung der Abfälle zu planen. Diese Abkommen werden im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 4. Auf Antrag der Amts- oder Privatperson, die Abfälle erzeugt, sammelt oder entfernt, kann die wallonischen Regionalexekutive eine Abweichung von Artikel 3 gewähren.

Die Abweichung kann nur für eine bestimmte Dauer und maximal für zwei Jahre für Betriebe gewährt werden, in denen die Ablagerung von Abfällen derselben Art wie die der Abfälle, für die der Antrag auf Abweichung eingereicht wird, zugelassen ist. Der Antrag muss durch schwerwiegende und besondere Umstände gerechtfertigt werden.

Der Antrag auf Abweichung gibt die Art, die Menge und die Herkunft der Abfälle an sowie dessen Zusammensetzung, wenn es sich um Industrieabfälle handelt, die Dauer und die Häufigkeit dieser Verrichtungen und die Betriebe, in denen sie erfolgen sollen.

Dieser Antrag auf Abweichung muss vom Hersteller oder Besitzer der Abfälle eingereicht werden auf einem Formular das von den zuständigen Dienststellen der Region ausgearbeitet wurde.

Unter der Gefahr einer Nichtigkeit seines Antrages wird der Antragsteller die schwerwiegenden und besonderen Umstände darlegen.

Die Entscheidung der wallonischen Regionalexekutive wird dem Antragsteller wie den Betriebsleitern innerhalb von drei Monaten, vom Datum des Antrags auf Abweichung ausgehend, zugestellt.

Der Artikel 3 bleibt anwendbar bis zur Zustellung der Entscheidung über den Antrag auf Abweichung. Das Ausbleiben der Entscheidung innerhalb der im Absatz 5 vorgesehenen Frist, kommt einer Ablehnung gleich.

Art. 5. Gelten als Abfälle von einem fremden Staat oder von einer anderen Region als der wallonischen die Abfälle, die nicht in der wallonischen Region erzeugt werden.

Wenn der Abfall des Resultat eines Prozesses ist, an dem zwei oder mehrere Staaten oder Regionen beteiligt sind, stammt er aus dem Staat oder Region, wo die letzte wesentliche, wirtschaftlich gerechtfertigte und zu diesem Zweck angesetzten Betriebs durchgeführte Verarbeitung stattgefunden hat.

Art. 6. Jeder Leiter eines Betriebes muss jederzeit die Herkunft der Abfälle rechtfertigen können, die in den drei letzten Jahren von der Aufforderung zur Rechtfertigung in dem von ihm geleiteten Betrieb zwischengelagert, abgelagert oder geschüttet wurden.

Diese Rechtfertigung erfolgt anhand von schriftlichen, unterzeichneten und datierten Bescheinigungen desjenigen, der die Abfälle abgelagert, zwischengelagert oder geschüttet hat.

Diese Bescheinigungen müssen folgendes angeben :

1. die Personalien desjenigen, der die Abfälle abgelagert, zwischengelagert oder geschüttet hat oder sie hat ablagern, zwischenlagern oder schütten lassen;
2. den Ort, an dem sie erzeugt wurden, wenn es sich um Industrieabfälle handelt;
3. den Ort, von dem sie entfernt wurden, wenn es sich um Haushaltabfälle handelt;
4. die Menge der Abfälle;
5. die Art der Abfälle;
6. das Datum, an dem sie zum Betriebe befördert wurden, die präzise Ausweisung des Transportunternehmers und das Transportmittel das benutzt wurde.

Die Bescheinigungsmuster werden durch die zuständigen Dienststellen der wallonischen Verwaltung zugestellt.

Die Leiter der Betriebe die Abfälle betreffend der Artikel 1 und 3 übernehmen, sind verpflichtet Kopien dieser Bescheinigungen an die Verwaltung am Ende jeden Monats zukommen zu lassen.

Das Original muss während fünf Jahre vom Betriebsleiter aufgewahrt bleiben.

Art. 7. 1. Die Übertretungen der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses, die sich auf das Zwischenlagern, Ablagern oder das Schütten von giftigen Abfällen beziehen, werden gemäss dem Gesetz vom 22. Juli 1974 über die giftigen Abfälle festgestellt, verfolgt und geahndet.

2. Die Übertretungen der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses, die sich auf das Zwischenlagern, Ablagern oder das Schütten von nicht giftigen Abfällen beziehen, werden auf die gleiche Weise festgestellt, verfolgt und geahndet, gemäss dem Dekret des 5. Juli 1985 über die Abfälle. Die Bestimmungen des Titels I der Allgemeinen Regelung für den Arbeitsschutz über die Aufhebung und den Entzug der Zulassungen sowie die Schließung der Betriebe kommen zur Anwendung im Falle von Übertretungen bezüglich des Ablagerns oder des Schützens von nicht giftigen Abfällen.

Art. 8. Die Beamten oder Bedienstete der wallonischen Regionalverwaltung, die mit einem Berechtigungs-nachweis über Erkundung versehen sind, dessen Muster vom zuständigen Minister der Umwelt festgelegt wird, werden ernannt um Aufgaben die in den Artikeln 27 und 44 des Dekrets vom 5. Juli 1985 über Abfälle vorgesehen sind, auszuführen.

Art. 9. Der Erlass der wallonischen Regionalexekutive vom 17. Mai 1983 über das Ablagern von gewissen Abfällen in der wallonischen Region, das durch den Erlass der wallonischen Regionalexekutive vom 5. Dezember 1986 geändert wurde, ist aufgehoben.

Art. 10. Die Anträge auf Abweichung die zur Zeit der Veröffentlichung des vorliegenden Erlass zugestimmt wurden, aufgrund des Erlasses der wallonischen Regionalexekutive vom 17. Mai 1983, hören drei Monate nach Inkrafttreten dieses Erlasses auf. Die Anträge die bevor des Datums des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses eingeführt wurden, und über die kein Urteil gefällt wurde, müssen wieder neu eingebracht werden.

Art. 11. Vorliegender Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 12. Der Minister der wallonischen Region der für die Umwelt zuständig ist, ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 19. März 1987.

Der Minister-Präsident der wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit den neuen Technologien, den auswärtigen Angelegenheiten,
den allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal,

M. WATHELET

Der Minister der wallonischen Region für die Umwelt und Landwirtschaft,
D. DUCARME

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 87 — 596

**19 MAART 1987. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve
betreffende het storten van sommige afvalstoffen in het Waalse Gewest**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de wet van 22 juli 1974 op de giftige afval, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid het artikel 19, § 6, en de artikels 27 en 44;

Gelet op het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming, goedgekeurd door het besluit van de Regent van 11 februari 1946;

Gelet op het advies van de Commissie voor afvalstoffen, gegeven op 12 maart 1987;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voorstel van de Minister van het Waalse Gewest voor het Leefmilieu en de Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Het is verboden afval afkomstig uit het buitenland op te slaan, te storten of te lozen, te laten opslaan, te laten storten of te laten lozen op stortplaatsen bedoeld in het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming, titel I, hoofdstuk II, lijst A, nr. 140ter, 1^o, en lijst B, nr. 7, alsmede in het koninklijk besluit van 9 februari 1976 houdende algemeen reglement op de giftige afval, artikel 4, met uitzondering van de stortplaatsen behorende tot een installatie voor het vernietigen, onschadelijk maken of verwijderen van giftige afval.

Het is de exploitanten van de in het eerste lid bedoelde inrichtingen verboden toe te staan of te dulden dat afval uit het buitenland wordt opgeslagen, gestort of geloosd in de door hen geëxploiteerde inrichtingen.

Art. 2. Afwijkingen op artikel 1 kunnen worden toegestaan door de Waalse Gewestexecutieve.

De afwijking kan slechts voor een bepaalde duur en voor maximum twee jaar worden toegestaan, en voor inrichtingen waarin het storten van afval van het type waarvoor de afwijking wordt gevraagd, is toegestaan. De afwijking moet gewettigd zijn wegens ernstige en uitzonderlijke omstandigheden.

In de aanvraag tot afwijking moeten de aard, de hoeveelheid en de oorsprong van de afval, de samenstelling ervan, als het om industriële afval gaat, de duur en de frequentie van de werkzaamheden worden vermeld, alsmede de inrichtingen waar de uitvoering van de werkzaamheden wordt voorgesteld.

Deze aanvraag tot afwijking moet worden ingediend door de producent of de houder van afvalstoffen, op een door de bevoegde diensten van het Waalse Gewest vastgelegd formulier.

Hij zal het bewijs leveren dat de bevoegde autoriteit van zijn land over zijn aanvraag werd ingelicht. Op straf van nietigverklaring van zijn aanvraag, zal de aanvrager er de ernstige en uitzonderlijke omstandigheden uiteenzetten.

De beslissing van de Waalse Gewestexecutieve wordt ter kennis gebracht van de aanvrager, op last van deze om het openbaar bestuur waarvan hij afhangt, alsook de uitbaters te verwittigen binnen de zes maanden vanaf de aanvraag om afwijking.

Artikel 1 blijft van toepassing tot de kennisgeving van de beslissing van afwijking. De ontstentenis van een beslissing binnen de termijn voorzien in lid 5 komt overeen met een weigering.

Art. 3. Het is verboden afval afkomstig uit een ander gewest dan het Waalse Gewest op te slaan, te storten of te lozen, te doen opslaan, doen storten of doen lozen, in de inrichtingen bedoeld in artikel 1, eerste lid.

Het is de exploitanten van de vermelde inrichtingen verboden toe te staan of te dulden, dat afval uit een ander gewest dan het Waalse Gewest wordt opgeslagen, gestort of geloosd in de door hen geëxploiteerde inrichtingen.

Uitzonderingen kunnen door de Executieve vastgesteld worden in toepassing van akkoorden die gesloten werden met het doel het opslaan en het lozen van afvalstoffen tussen de Waalse Gewestexecutieve en de bevoegde overheid voor het Vlaams Gewest of de bevoegde overheid voor het Brusselse Gewest. Dit protocol werd gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 4. Op verzoek van de ambtsdrager of particulier die afval produceert, ophaalt op verwijderd, kan de Minister een afwijking van artikel 3 toestaan.

De afwijking kan slechts voor een bepaalde termijn worden toegestaan en voor maximum twee jaar voor inrichtingen waar afval mag worden gestort van het type waarvoor de aanvraag om afwijking is ingediend. De afwijking moet gerechtvaardigd worden door ernstige en uitzonderlijke omstandigheden.

In de aanvraag om afwijking dient de aard, de hoeveelheid, de oorsprong, en bij industriële afval de samenstelling ervan te worden vermeld, alsmede de duur en de frequentie van de werkzaamheden, alsook de inrichtingen die voor de uitvoering ervan worden voorgesteld.

Deze aanvraag om afwijking moet door de producent of de houder van de afvalstoffen worden ingediend op een door de bevoegde diensten van het Gewest vastgesteld formulier. Op straf van nietigverklaring zal de aanvrager er de ernstige en uitzonderlijke omstandigheden uiteenzetten.

De beslissing van de Waalse Gewestexecutieve wordt binnen de drie maanden vanaf de aanvraag om afwijking ter kennis gebracht van de aanvrager en van de uitbaters.

Artikel 3 blijft van toepassing tot de kennisgeving van de beslissing van afwijking. De ontstentenis van een beslissing binnen de termijn voorzien in lid 5 staat gelijk met een weigering.

Art. 5. Wordt geacht afkomstig te zijn uit het buitenland of uit een ander gewest dan het Waalse Gewest, de afval die niet in het Waalse Gewest geproduceerd is.

Als de afval het resultaat is van een proces waarbij twee of meer landen of gewesten betrokken waren, wordt hij geacht afkomstig te zijn uit het land of het gewest waar de laatste substantiële economisch verantwoorde norm van verwerking heeft plaatsgehad, in een daartoe uitgeruste onderneming.

Art. 6. Elke exploitant van een inrichting moet te allen tijde kunnen aantonen waar de afval vandaan is gekomen die tijdens de drie jaar die aan de indiening van de aanvraag om afwijking zijn voorafgegaan, is gestort of geloosd in de door hem geëxploiteerde inrichting.

Het bewijs moet worden geleverd aan de hand van ondertekende en gedateerde stukken, die zijn opgemaakt door degene die de afval heeft gestort of geloosd.

In die bewijsstukken moeten zijn vermeld :

1. de identiteit van degene die de afval heeft gestort of geloosd, respectievelijk laten storten of lozen;
2. de plaats waar hij is geproduceerd, als het om industriële afval gaat;
3. de plaats waar hij is opgehaald, als het om huishoudelijke afval gaat;
4. de hoeveelheid afval;
5. de aard van de afval;
6. de datum van het transport naar de inrichting, de juiste identiteit van de vervoerder en van het gebruikte vervoermiddel.

De modellen van bewijs worden aangeleverd door de bevoegde diensten van het Waalse Bestuur.

De uitbaters van inrichtingen die afvalstoffen ontvangen bedoeld in artikels 1 en 3 zijn gehouden om op het einde van elke maand afschriften van deze bewijzen te doen geworden aan het bestuur.

Het origineel moet gedurende vijf jaar bewaard worden door de uitbater.

Art. 7. § 1. Overtredingen van het in dit besluit bepaalde, die verband houden met het opslaan, het storten of lozen van giftige afval, worden geconstateerd, vervolgd en bestraft overeenkomstig de wet van 22 juli 1974 op de giftige afval.

§ 2. Overtredingen van het in dit besluit bepaalde, die verband houden met het storten of lozen van andere dan giftige afval, worden geconstateerd, vervolgd en bestraft overeenkomstig het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen.

De bepalingen van Titel I van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming inzake de afschaffing en de intrekking van vergunningen, alsmede inzake de sluiting van inrichtingen, zijn van toepassing bij overtredingen met betrekking tot het storten of lozen van andere dan giftige afval.

Art. 8. De ambtenaren en beambten van het Bestuur van het Waalse Gewest, dragers van een erkende legitimatiekaart, waarvan het model bepaald is door de Minister die bevoegd is voor het Leefmilieu, worden aangeduid om de zendingen uit te voeren voorzien in de artikels 27 en 44 van het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen.

Art. 9. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 17 mei 1983 betreffende het opslaan van sommige afvalstoffen in het Waalse Gewest, gewijzigd door het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 december 1986, wordt ingetrokken.

Art. 10. De afwijkingen toegestaan op de datum van de publikatie van het huidig besluit krachtens het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 17 mei 1983, eindigen drie maanden na het in voege treden van dit besluit. De aanvragen ingediend vóór de datum van het in voege treden van dit besluit en voor diewelke geen verordening werd opgemaakt, moeten opnieuw worden ingediend.

Art. 11. Dít besluit treedt in werking op de dag van het verschijnen in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 12. De Minister van het Waalse Gewest die het Leefmilieu onder zijn bevoegdheid heeft, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 maart 1987.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest,
belast met de Nieuwe Technologieën, de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,
M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor het Leefmilieu en de Landbouw,
D. DUCARME

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Administration centrale. — Nominations

Par arrêtés royaux du 11 mars 1987, sont nommés à titre définitif, à partir du 1er juillet 1986, en qualité de secrétaire d'administration, dans le cadre linguistique français :

- Mlle Friart, S.;
- M. Buts, J.;
- M. Pipers, A.

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 18 mars 1987 est acceptée, à sa demande, la démission de M. Van Biesebroeck, R., de ses fonctions de juge suppléant au tribunal de première instance de Bruges.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Hoofdbestuur. — Benoemingen

Bij koninklijke besluiten van 11 maart 1987, zijn in vast verband benoemd, met ingang van 1 juli 1986, in hoedanigheid van bestuurssecretaris, in het Franse taalkader :

- Mej. Friart, S.;
- de heer Buts, J.;
- de heer Pipers, A.

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 18 maart 1987, is aan de heer Van Biesebroeck, R., op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van plaatsvervangend rechter in de rechtkamer van eerste aanleg te Brugge.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt éershalve te voeren.